(1)

(N° 33.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 MARS 1880.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi qui approuve la déclaration signée à Bruxelles, le 17 jan- vier 1880, à l'effet de proroger la convention conclue entre la Belgique et l'Espagne, pour la garantie de la propriété artistique et littéraire.

(Voir les Nos 64 et 70, session 1879-1880, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron T'KINT DE ROODENBEKE, Président-Rapporteur,
EVERAERTS, le Baron PYCKE DE PETEGHEM, le Comte de RENESSE BREIDBACH,
VAN OCKERHOUT.

MESSIEURS,

Les modifications apportées à la législation espagnole sur la propriété artistique et littéraire ont déterminé le Gouvernement de Sa Majesté catholique à dénoncer la convention que le Gouvernement du Roi avait conclue avec lui, le 30 avril 1859, à l'effet de garantir réciproquement ladite propriété.

Les pourparlers engagés entre les deux gouvernements pour la conclusion d'un nouvel arrangement n'ayant pas abouti, ils se sont mis d'accord pour proroger l'acte du 30 avril 1879 jusqu'au 31 juillet prochain.

Votre Commission, à l'unanimité des membres présents, vous propose, Messieurs, l'adoption du Projet de Loi ratifiant cette prorogation.

Le Président-Rapporteur,
Baron T'KINT DE ROODENBEKE.